Journal fondé en 1905 - 116e année

l'essor

La cause de la paix La pratique de la solidarité Le respect de la vie L'ouverture à la créativité

n°3 - juin 2021 - paraît 6 fois par année www.journal-lessor.ch

P. P.
Chemin des Tunnels 16
2301 La Chaux-de-Fonds
Postcode 1

Forum de ce numéro (pages 3 à 10)

Forum libre

Editorial

Le sport gangréné par l'argent

Le sport est une activité physique recommandée pour se maintenir en forme. Tous les médecins conseillent à leurs patients de bouger, de marcher, de pratiquer des exercices pour améliorer leur santé. De toute évidence, le sport contribue à régénérer le corps et à développer l'esprit.

Depuis quelques dizaines d'années, le sport de masse a malheureusement cédé la place au sport-spectacle et surtout au sport-fric. On attribue la coupe du monde 2022 de football au Qatar, un pays qui n'a aucune tradition sportive et qui ne possède aucun équipement. Il faut donc dépenser des dizaines de milliards de francs pour construire des stades et pour les doter d'une climatisation rendue nécessaire par la chaleur qui règne dans la région. De plus, des milliers d'ouvriers (notamment des Philippins) ont déjà perdu la vie sur les colossaux chantiers qui sont entrepris. On n'ose pas imaginer le nombre de pots-de-vin qu'il a fallu verser pour satisfaire les émirs du pétrole!

En Europe, douze grands clubs ont décidé de créer une super ligue. But de l'opération: gagner plus d'argent, notamment grâce aux droits des télévisions. Ce projet a heureusement vite avorté en raison de la réaction des supporters et de l'opposition des instances du football. Mais, une fois de plus, des dirigeants ont profité du libre-échange et de la mondialisation pour privilégier la cupidité au détriment de l'aspect sportif.

Dans quelques semaines se tiendront à Tokyo les Jeux olympiques d'été. Là encore, c'est le gigantisme qui prime et les Japonais devront se serrer la ceinture pendant des années pour payer la facture des infrastructures qu'il a fallu aménager. Est-ce vraiment aux contribuables de payer la note provoquée par quelques personnalités victimes de la folie des grandeurs? Rappelons notre proposition déjà exprimée dans *l'essor:* organiser les Jeux olympiques dans un site unique, un pour les jeux d'été (en Grèce par exemple) et un pour les jeux d'hiver (dans les Alpes) où les infrastructures existent déjà.

L'hebdomadaire *Marianne* rappelle que les joueurs de la Ligue1 française gagnent en moyenne 100.000 francs par mois. Certains touchent même plusieurs dizaines de millions par année. Et qui paie ces salaires indécents? Que ce soit de manière directe (billetterie, vente de maillots) ou de manière indirecte (droits de télévision, publicité), c'est finalement le porte-monnaie du simple citoyen qui est sollicité. Jusqu'à quand sera-t-il d'accord de se ruiner pour engraisser encore davantage les millionnaires du sport?

Rémy Cosandey

Recherche public désespérément

Tribunes vides dans les arènes
Ils courent après un ballon
Match sans aucun supporter
Non sens d'un jeu sur gazon
Pour footballeurs millionnaires
L'audimat marque des points
Fans brimés rongent leur frein
Gavés d'images à la télé
Pas de liesse à partager
Cafés fermés, désertés
Stades en vaccinodromes
Reconvertis, vélodromes
Vous convient pour injection
D'un messager protection
Appelé vaccin, élixir
Promesse pour un avenir

Emilie Salamin-Amar

Vers une revitalisation de l'école neuchâteloise?

Les élections cantonales du 18 avril 2021 ont rebattu les cartes de la politique neuchâteloise. Et si la désignation d'un nouveau visage à la tête de notre école débouchait sur un nouvel élan de notre institution la plus républicaine?

Après la mandature de Philippe Gnaegi, durant laquelle ce dernier a notamment initié la régionalisation de l'école obligatoire et la rénovation de l'école secondaire, l'école neuchâteloise a été placée dans le formol de l'immobilisme bienveillant. Une parenthèse de huit ans qui, espérons-le, devrait bientôt s'achever. Comment réveiller notre belle assoupie?

Toute vraie évolution dans l'école ne peut provenir que du corps enseignant, de celles et ceux qui sont en contact direct et quotidien avec leurs élèves. Si l'impulsion est politique, la concrétisation est pédagogique.

Comme prof de terrain et syndicaliste engagé, je peux mesurer combien l'immense majorité des enseignant-e-s se donne corps et âme à sa mission, sans toujours trouver le soutien politique qu'ils/elles méritent.

Monika Maire-Hefti, la magistrate socialiste sortante, a échoué à mettre en place la réforme de l'école secondaire, avec à la clé un durcissement des conditions de passage au niveau 2, le plus exigeant dans le nouveau système, et, en même temps, des directives visant à diminuer les devoirs à domicile (l'ancienne cheffe de l'école neuchâteloise n'était jamais à une contradiction près).

Ne voyant jamais venir les moyens nécessaires à la modernisation de notre école, beaucoup d'enseignant-e-s ne croient plus à de véritables changements, sentant bien que l'on gère l'école comme un paquebot un peu rouillé qui prend l'eau tranquillement, en oubliant souvent que l'on coule tout doucement, mais irrémédiablement, si certains aménagements intérieurs ne sont pas régulièrement effectués.

Les autorités politiques ne prennent plus aucun risque, laissant les choses se péjorer tout gentiment pour ne pas avoir à affronter la grogne du corps enseignant qui pourrait se transformer en fronde si les dégradations salariales et des conditions de travail s'opéraient à un rythme plus élevé.

Des claquements de doigts ne seront cependant pas suffisants pour faire bouger une embarcation scolaire qui se contente trop souvent du surplace, bercée par les petites vaguelettes des activités scolaires quotidiennes.

Le mode d'organisation de l'école et son fonctionnement sont pérennes, les changements s'opèrent à la marge et l'enseignement est un métier où on ne réinvente pas la roue tous les jours, même si le fait de travailler la pâte humaine en évolution, voire en ébullition, constitue un excellent vaccin contre toute forme de routine un peu déprimante!

Si seulement les nouvelles autorités politiques neuchâteloises se mettaient à soutenir le corps enseignant dans ses efforts pour continuer à garantir une école équitable pour tous et pour chacun, en lui donnant les moyens de se convertir à un enseignement différencié déjà et heureusement largement répandu dans les premiers degrés de la scolarité!

Et si cette nouvelle législature, plus verte, plus solidaire, plus féminine et plus sociale marquait un véritable renouveau de notre école neuchâteloise?

John Vuillaume

L'argent avant la santé

Aux dernières nouvelles, les vaccins contre le coronavirus devront être renouvelés chaque année. Dès lors, les laboratoires qui les fabriquent par centaines de millions de doses, voire par milliards, réaliseront des bénéfices gigantesques. Les pays pauvres ne pourront pas les acheter et leur population continuera à subir les effets de la pandémie.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) préconise que les laboratoires renoncent à leurs traditionnels brevets et qu'ils mettent sur le marché des vaccins à prix coûtant. Mais ceux-ci pensent davantage aux dividendes versés aux actionnaires qu'à la santé de la population. Les autorités, qui subventionnent souvent largement la recherche, devraient obliger les laboratoires à faire un effort pour lutter contre la propagation de la Covid-19.

Françoise Cartier
Les Ponts-de-Martel

Cher-e-s ami-e-s de *l'essor,*

J'ai été très choqué de découvrir, dans le dernier numéro de *l'essor*, une lettre de lecteur qui aurait eu davantage sa place dans une presse de boulevard: «28.000 voix pour un menteur». Courageusement signée: «une lectrice genevoise»!

Voilà une lectrice qui se permet d'invectiver une personnalité politique en traitant celle-ci de menteur… alors qu'elle-même se cache derrière l'anonymat. A quel mensonge s'oblige-t-elle ainsi? Cette «sainte» lectrice s'effarouche d'une faute reconnue par son auteur, comme les pharisiens qui n'osèrent pas jeter la première pierre à une femme adultère, se découvrant, eux aussi, faillibles comme tous les êtres humains. Je regrette que, par la publication de cette lettre anonyme, *l'essor* s'associe sans discernement au véritable lynchage médiatique dont a été victime Pierre Maudet. Il suffit de lire l'excellente préface du psychiatre P. Giannakopoulos à l'ouvrage de Pierre Maudet écrit juste avant la campagne de votation (*Quarantaine, chronique d'une crise annoncée*. Ed. Cabédita. Janvier 2021), pour comprendre ce qu'a sous-tendu ce lynchage. Je vous y renvoie (l'extrait est trop long à citer ici) ainsi que cette lectrice, chacun-e ayant intérêt à mieux s'efforcer de connaître celui qu'il ou elle désigne ainsi à la vindicte populaire. «28.000 votants s'identifiant à un menteur», pour la République de Genève, ça paraît en effet, comme l'écrit votre correspondante, très inquiétant!

Je crois que la politique, surtout lorsqu'elle prend les apparences de l'outrage, mérite un autre traitement que la calomnie du coupable qu'il est si jouissif de vouer aux gémonies.

Alain Simonin
ancien rédacteur responsable de *l'essor*

Le monde de demain se prépare aujourd'hui

Le forum de ce numéro est étonnant. Alors qu'il est libre, il permet à presque tous les contributeurs de se projeter vers l'avenir et de souligner ce qui se prépare aujourd'hui. Qu'il s'agisse des votations fédérales du 13 juin, de la lutte pour préserver la nature de la colline du Mormont ou de la fiscalité des entreprises, tous les sujets abordés auront des incidences importantes dans les années à venir.

Le monde change. La population lutte enfin contre le gaspillage, remet en question la mondialisation, découvre les méfaits du capitalisme et prend conscience que les énergies fossiles ne sont pas inépuisables. Chaque année, la planète épuise plus rapidement les richesses (nourriture, pétrole) dont elle dispose.

Ce numéro de *l'essor* doit nous faire réfléchir. Nous savons que nos lecteurs sont assez âgés mais qu'ils sont préoccupés par le monde qu'ils légueront à leurs enfants et petits-enfants. Alors, mettons-nous tous ensemble au travail et contribuons à l'avènement d'un monde plus juste, plus social et plus écologique.

Rémy Cosandey

Le libre-échange avec le Mercosur est un non-sens climatique

Les accords de libre-échange visent à simplifier le commerce entre les pays partenaires et à augmenter le volume des échanges. L'accord entre les Etats de l'AELE (Suisse, Islande, Liechtenstein et Norvège) et les pays sud-américains du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay), dont les négociations ont été terminées à la mi-2019, entraînera inévitablement une augmentation des échanges agricoles entre ces pays. Cela entraînera à son tour un accroissement des émissions de gaz à effet de serre nuisibles au climat, comme le souligne un nouveau rapport de l'organisation internationale GRAIN.

Sur la base des quotas négociés dans l'accord pour l'importation en franchise de droits de douane de certains produits agricoles, GRAIN a calculé leur empreinte climatique. Elle s'est appuyée sur les données de la FAO concernant l'impact climatique de ces produits. Résultat: par rapport à la situation actuelle, l'émission de gaz à effet de serre augmentera de 75.500 tonnes d'équivalents CO_2 par an en raison de l'accroissement du commerce agricole. C'est 15% de plus qu'en 2019.

La Coalition suisse sur le Mercosur a déjà critiqué à plusieurs reprises le fait que l'accord prévu aura un impact négatif tant sur la situation de l'environnement et des droits humains dans les pays d'Amérique latine que sur l'agriculture en Suisse. Cet accord contribue à la destruction progressive des forêts tropicales et à l'utilisation de pesticides dangereux, dont certains sont interdits dans les Etats de l'AELE eux-mêmes. Mais il entraîne également une augmentation des importations de viande, dont la production ne répond en rien aux normes suisses en matière de bien-être animal et contredit les attentes légitimes des consommateurs. Ceci est inacceptable pour la Coalition suisse sur le Mercosur, car la politique commerciale ne doit pas aller à l'encontre des efforts de la Suisse en matière de politique climatique.

Alliance Sud et plusieurs autres organisations

Le Mormont, notre colonne vertébrale

Cela n'a pas assez été dit. Le pays de Vaud, l'un des plus beaux du monde, bordé au nord par les trois lacs, à l'est par les Alpes, au sud par le Léman, à l'ouest par le Jura, dispose en son centre, tenant l'équilibre entre les bassins du Rhône et du Rhin, d'une colonne vertébrale: le Mormont. Une colline magnifique, sauvage, naturelle, remplie de fleurs au premier printemps. Elle n'a pas la signification du Cervin pour la Suisse, mais elle représente tout de même un élément important qui ne peut disparaître. Elle marque le canton un peu comme la Vue-des-Alpes est une centralité pour Neuchâtel ou le Rhône pour Genève.

Que la folie du béton nous conduise à faire disparaître une telle «montagne» sans grandes réactions de la part des paisibles Vaudois, voilà qui en dit long sur notre indifférence à cette civilisation qui se détruit en croyant se construire, se développer, s'embellir, devant et voulant résoudre le problème de l'explosion démographique.

Je suis allé encourager les zadistes. Ils m'ont très bien reçu et j'ai eu, grâce à eux, le plaisir d'entrer dans cette très jolie maison que j'admirais lors de toutes mes visites sur le plateau de la Birette. L'immensité de la carrière m'a beaucoup impressionné et surtout la rapidité avec laquelle cette montagne était mangée. Cela correspond à un volume de 45 wagons CFF par jour. Certainement qu'il est possible de trouver une autre montagne de calcaire à quelques kilomètres, plus grande, moins dommage.

La presse a insisté sur un point: si la police a été aussi efficace, que lors de son intervention nous n'avons pas eu à déplorer de la brutalité, ni d'un côté, ni de l'autre – probablement parce que des responsabilités ont été intelligemment assumées par une Béatrice Métraux et un Jacques Dubochet – les zadistes ont tout de même gagné en ce sens qu'ils nous ont mis en face de notre fringale de béton. La nécessité d'utiliser d'autres matériaux de construction devient évidente. Ayant construit deux coopératives d'habitation dont une de 70 appartements avec un tiers de béton et deux tiers de bois, je sais, dans ma chair, que cette façon de faire est combattue de la façon la plus déterminée par tous les bétonneurs du monde et par les nôtres en particulier.

Holcim dégage un bénéfice de 2,070 milliards en 2017. Comment la famille Schmidheiny pourrait-elle imaginer de diminuer ses bénéfices? La demande est là. Elle se fait un devoir d'y répondre. Qui arrivera donc à infléchir la tendance? Le bois revient à la mode, mais trop lentement. En Suisse la nature nous en offre chaque année près de 5 millions de m3. Le professeur Julius Naterer avait trouvé LA solution, mais il n'a pas vraiment été suivi ni remplacé. Le bois ne manque donc pas dans notre pays. Voilà la voie qu'il convient de développer.

Pierre Aguet, Vevey,
ancien conseiller national

Une mobilisation contre la bétonisation du pays

Lorsqu'en avril 1975, un groupe de militants anti-nucléaires occupe le terrain où devait se construire une nouvelle centrale à Kaiseraugst, dans le canton d'Argovie, c'est une première. Un village de tentes, puis des constructions en bois vont accueillir les opposants. L'occupation du site durera 11 semaines, une manifestation de soutien à cette opposition rassembla plus de 15.000 personnes. Surprise totale dans cette Suisse encore pétrie de conformisme et de soumission.

A l'époque le terme de ZAD (zone à défendre) n'était pas encore utilisé. Le terme plutôt employé était celui d'action directe, qui en résumait bien le sens. La légitimité d'un projet de centrale nucléaire pouvait être contestée directement sur le terrain, en occupant la surface destinée à accueillir cette centrale avant que le moindre cube de béton ne soit coulé. Cette forme de contestation, nouvelle en Suisse, trouvait sa justification dans le danger que présentait pour toute la population environnante, l'activité d'une centrale nucléaire. La forte opposition se révéla finalement victorieuse. La centrale prévue ne fut jamais construite.

Dans les années 70, de nouvelles formes d'actions vont donc se répandre dans d'autres secteurs de la société. Des logements vides furent ainsi occupés pour dénoncer les spéculateurs immobiliers et la pénurie de logements à des prix abordables. Des usines furent occupées dans le canton de Neuchâtel par des ouvrières et des ouvriers en colère, menacé-e-s de licenciements ou de réductions salariales. Des jeunes refusaient l'obligation du service militaire par l'objection de conscience ou contestaient la hiérarchie militaire par des refus d'ordre.

Ce tour, non exhaustif, de diverses luttes sociales illustre un aspect peu connu ou oublié de la contestation sociale en Suisse et des mouvements de désobéissance civile.

L'opposition à l'extension de la carrière du Mormont par une occupation pacifique du terrain renoue avec cette tradition d'une lutte déterminée, pacifique, citoyenne. Car l'adversaire n'est pas une compagnie mineure. Leader mondial de la production de ciment Lafargue-Holcim est une multinationale majeure. Son pouvoir s'étend bien au-delà des collines vaudoises.

La protection de l'environnement, la dénonciation du gouffre énergétique de l'usage du béton, la nécessité d'une sobriété énergétique et de la préservation des espaces verts de la véracité industrielle et immobilière ont donc poussé un groupe de citoyens à passer tout de suite à l'action, sans coller à l'agenda institutionnel des élections et des démarches juridiques.

Dans notre société de classes, le principe du respect de la propriété privée met sur le même plan la possession d'une télé et celle d'une société industrielle. Evidemment les conséquences sociales et environnementales ne sont pas similaires. Cet écart et ses conséquences ont toujours justifié la mise en œuvre de nouvelles formes d'opposition et de lutte, alliant la légitimité sociale et la détermination. Ainsi est née par exemple la mobilisation du 1er mai, journée internationale de lutte pour la journée de 8 heures. Le mouvement ouvrier a longtemps incarné cette détermination à atteindre ses revendications. Sur cette voie, d'autres mouvements se sont ensuite engagés avec la même détermination: les mouvements des femmes, les mouvements des droits civiques, les mouvements pacifistes pour ne citer que quelques exemples.

Pour tous ces mouvements, il était important de revendiquer des objectifs sans compromis possibles, en dehors du champ institutionnel à des moments historiques.

Avec le réchauffement climatique, l'urgence d'une action déterminée se fait à nouveau sentir. Le facteur temps ne permet pas d'envisager un long cours plus ou moins rapide. L'anticipation est absolument nécessaire pour réduire massivement les émissions de gaz à effet de serre. Les formes d'action pacifiques des mouvements pour le climat à partir de l'année 2019 s'inscrivent parfaitement dans ce contexte. La ZAD de Mormont s'inscrit dans cette voie.

Ces formes d'engagement permettent aussi de développer une conscience critique et indépendante de l'idéologie dominante, et de construire des mouvements engageant des forces vives.

Un regret aussi, le peu de mobilisations et de soutien effectifs en Suisse à cette occupation et à cette problématique de l'exploitation du béton. Une manifestation tardive à Lausanne, alors qu'il aurait été indispensable de diffuser cette lutte et d'organiser des actions de soutien et d'information dans tout le pays dès le départ, comme pour les sujets climatiques. Par exemple en récoltant des fonds pour assurer la défense juridique des zadistes, et en organisant des actions et des événements dans un maximum de lieux. Cet isolement a facilité l'intervention de la police pour évacuer la ZAD. Les réseaux sociaux ont leurs limites. Les messageries instantanées ne sauraient remplacer la mobilisation physique.

José Sanchez

Les amendes pleuvent sur les activistes

Une nouvelle méthode de dissuasion à participer aux actions de désobéissance civile semble se répandre en Suisse. Des arrestations, des procès et des amendes guettent les activistes dans plusieurs cantons (Zurich, Fribourg, Lausanne). Comme la plupart des accusés ont une situation financière fragile, cette répression, en apparence légère, peut s'avérer lourde de conséquences pour les personnes visées. La création d'un fonds de soutien financier à l'échelle nationale devient donc urgente.

Hans Küng: un théologien libre et créateur

Hans Küng est décédé le 6 avril 2021 à Tübingen. Il a été un des théologiens catholiques les plus connus au monde mais aussi des plus critiques envers Rome. En plein milieu de sa carrière, il a été suspendu de son enseignement canonique par l'Eglise catholique, mais cela n'enlève rien à sa grandeur de théologien catholique et ne fait pas de lui un théologien protestant déguisé.

> *Justement parce que je crois en une vie éternelle, j'ai le droit, le moment venu, de décider quand et comment je vais mourir.*

Né à Sursee le 19 mars 1928, il devient prêtre de l'Eglise catholique. Il soutient à la Sorbonne, à Paris, en 1957, sa thèse de doctorat sur la justification au concile de Trente et dans la théologie de Karl Barth. Barth lui lance une boutade, dans sa lettre d'accompagnement qui sera publiée avec le livre: *Vous m'avez bien compris, mais avez-vous vraiment compris le Concile de Trente?* Barth ne semble pas croire que Küng soit devenu protestant. Et Küng, de son côté, ne cessera de se penser comme un catholique conséquent. Un jour, lors d'une séance commune de travail, je lui ai lancé: *«Mais toi, Hans, au fond, tu aurais bien voulu être pape!»* La boutade me valut pour toute réponse un sourire amusé.

En 1960, il est nommé tout jeune professeur à Tübingen. Peu après, il y accueille, comme doyen, un nouveau collègue nommé Joseph Ratzinger!

Suivra un livre tonitruant sur *l'infaillibilité pontificale* (1971). Je le lis en anglais, à Londres. Je suis également très influencé par son livre *Etre vrai (Wahrhaftigkeit)*, qui paraît en 1968. Avec une dizaine de camarades de la Faculté de théologie de Neuchâtel, nous défilons en 1970 au Synode de l'Eglise réformée évangélique de Neuchâtel avec une pancarte portant la griffe de Küng: «Il n'y a aujourd'hui aucune raison de refuser la prêtrise aux femmes» (nous sommes alors en plein débat sur le … pastorat féminin).

Puis viendra une somme pédagogiquement brillante: *Etre chrétien*, pavé de plusieurs centaines de pages que je lirai avec un groupe de laïcs, au Louverain, en 1978. Küng y discute le christianisme dans toutes ses dimensions, de manière universelle et ouverte.

En 1979, il se voit retirer par Rome la *missio canonica*, le droit d'enseigner la théologie catholique à l'Université.

Ses collègues lui confient alors immédiatement le rôle de directeur de l'Institut d'études œcuméniques; il reste donc professeur et il enseigne la théologie œcuménique à Tübingen jusqu'à sa retraite en 1996. Il est toujours professeur à Tübingen, mais n'engage plus le Vatican à ses côtés. Toute la suite de la carrière de Küng s'annonce dans ce conflit.

> *Les controverses sur le célibat des prêtres, l'infaillibilité du pape ou l'ordination des femmes m'ennuient. On connaît mes positions. La décision ne m'appartient pas. Un jour, un pape la prendra en disant qu'il y avait toujours pensé.*

Il crée l'institut *Ethique planétaire* (en allemand: *Weltethos*) en 1993, qui devient au fil des années le fer de lance de son activité et le terrain de vérification de sa compréhension éthique des religions.

J'ai la chance de rencontrer Hans Küng à plusieurs reprises. La première fois, j'étais jeune doctorant à Tübingen, en 1975. Je suivis ses cours, en même temps que ceux de Jüngel, Moltmann et Kasper. Ensuite, je participai en 2005 à un colloque avec lui au Centre de Meylan, près de Grenoble. Le thème était celui des rapports entre l'éthique planétaire et les religions. Je travaillai avec lui à plusieurs occasions, à Lausanne, à Neuchâtel et à Genève, pour le jury de l'éthique planétaire que je présidais dans un concours des écoles romandes, et pour une conférence à Saint-François avec Adolf Ogi et Daniel Brélaz, en 2006-2007. Le 25 mai 2006, nous publiâmes ensemble, lui et moi, dans *Le Temps* l'article «Une éthique planétaire pour surmonter la crise du monde actuel». Je reçus une lettre chaleureuse de lui en 2008, soutenant nos efforts en Suisse romande et en 2014 un subside de la Fondation pour la publication d'un de mes livres.

> *Destin de prophète? Mais non, celui de professeur me suffit amplement.*

Son œuvre et ses publications occupent une place gigantesque dans le panorama théologique et intellectuel contemporain. Rien de ce qui touche à la pertinence du christianisme ne lui semble étranger: la doctrine chrétienne (avec ses questions centrales comme la justification, le salut, la vie éternelle, la christologie, la création, le Concile, l'Eglise), les problématiques philosophiques actuelles (la contribution de Hegel, Dieu existe-t-il?), le rapport entre le christianisme et les autres religions (avec de nombreuses ouvrages sur le judaïsme, l'Islam, le bouddhisme), l'éthique planétaire dans sa visée universelle et dans ses liens avec l'éthique chrétienne. Ses livres sont très structurés, extrêmement bien documentés et adossés à une réflexion à la fois critique et ouverte. Il y a même ajouté trois amples volumes de *Mémoires*!

La fréquentation livresque puis plus personnelle de la pensée de Hans Küng a été pour moi une source constante de motivation, d'encouragement œcuménique et de stimulation à la créativité. Tous les malheurs de Küng avec la hiérarchie (provoqués parfois certainement aussi par son sens du défi!) n'ont pas empêché son succès, bien au contraire. Des chrétiens de toute tendance et même des libres penseurs ont trouvé dans son œuvre et dans son attachante personnalité des raisons de croire et de continuer leur recherche.

Denis Müller
professeur honoraire
de l'Université de Genève

Peinture verte & petit livre rouge

La mode politique est au vert à tout prix. Les rouges, les bleus et les noirs, tous se teintent du plus vert des verts. Pour une raison qui m'échappe encore, le vert s'est emparé du monde occidental tant et si bien que même la droite libérale s'y est mise. L'extrême droite aussi d'ailleurs, (Hitler était végétarien et défenseur de la cause animale).

Comme chez nous, les élus verts de France et de Navarre proposent de multiples taxes pour réduire le plus vite possible nos empreintes toxiques sur la terre. Rien à redire, le Jardin d'Eden est pavé de bonnes intentions. Mais est-ce qu'une taxe a jamais diminué la pollution? La plupart du temps, une taxe ne fait que pénaliser les économiquement faibles pendant que les riches s'en moquent comme de colin-tampon. Il y a, semble-t-il une nuance à introduire entre les vrais écologistes qui n'utilisent pas la politique pour le pouvoir et les verts dont c'est apparemment la seule préoccupation.

Ça devient plus inquiétant quand certains élus verts accèdent aux responsabilités et se mettent à tailler dans les subventions à la culture en général et à la musique classique et à l'opéra en particulier. France Culture[1] et d'autres médias français se sont faits l'écho de ce qui se passe à Lyon et à Grenoble – entre autres. Au prétexte d'effacer André Malraux et Jack Lang des mémoires, coupables aux yeux de ces nouveaux stakhanovistes de la verte culture, «d'embourgeoiser la création culturelle».

À Grenoble le maire est surnommé le «khmer vert». Ça en dit long sur le «climat» politico-culturel qui y règne. Claquages de portes, démissions et nominations précipitées, *burn out* et postes non repourvus se succèdent et ne parviennent plus à dissimuler la violente bataille culturelle grenobloise.

À Lyon, selon Radio Classique[2], ce sont 500.000 euros qui se sont envolés. Victime: l'Opéra National de Lyon. Prétexte: (je cite *in-extenso*, parce que ça vaut son pesant de cacahuètes) *«l'accompagnement de la création et de l'émergence»*. Comme si la création et l'émergence ne sauraient naître dans l'art lyrique.

Reconnaissons qu'en Suisse les verts paraissent moins extrêmes. Pourtant, il semble bien que nous amorcions une révolution culturelle, ça ne vous rappelle pas quelque chose? Vous vous souvenez, là où règnent les ukases, les mots d'ordre comminatoires et la terreur révolutionnaire, là où l'on veut diriger les âmes et imposer les formes de culture. Je me demande si les citoyens qui ont voté vert s'attendaient à ce genre de conséquences.

Si chanter pollue, il faut nous le dire. Il est certain que de faibles émissions de gaz carbonique émanent du chant. Doit-on pour autant couper les crédits aux chorales? Jean-Sébastien et Amadeus qui ont une certaine expérience des modes qui se succèdent doivent en sourire… un peu jaune quand même. La re-peinture en vert du champ – c'est le cas de le dire – politique est sans doute exagérée et finira, comme toutes les modes, par passer. Il est cependant inquiétant que tant de cette couleur verte masque tant de diversités politiques. Qui sait, ne risque-t-on pas d'avoir d'ici peu un parti néo-nazi vert ou un *Risorgimento* stalinien vert?

J'ai des amis, voisins, qui font de la permaculture dans leur potager depuis très longtemps. Ils n'ont pas attendu les verts et d'ailleurs ils ne votent pas vert. Je connais des agriculteurs qui se posent toutes sortes de questions sur l'emploi de produits phytosanitaires imposés et qui ont mal à leur conscience de paysan depuis des lustres. Pour autant ils ne votent pas vert et ne se prétendent pas verts. Nous avons tous lu ou entendu des scientifiques, ingénieurs, architectes et médecins, des biologistes et mêmes des astrophysiciens s'interroger depuis belle lurette sur les méfaits de notre aberrante consommation. Ils ne se prétendent pas verts pour autant. Il y a même des «économistes» chevronnés qui affirment que nous courrons vers le *collapsus*. Ils ont sans doute raison, mais ils ne sont pas verts pour autant.

Bref, les verts ont piqué toutes leurs idées à des gens, qui pour être des écologistes raisonnés, généreux et souvent visionnaires ne sont pas tous devenus des verts étroits et castrateurs. Certes, le monde n'irait pas mieux sans les verts, mais va-t-il mieux avec? Avant de tomber dans un piège, entre petit livre rouge, chemises brunes, casquettes noires et peinture verte, je me dis qu'il doit sans doute y avoir une voie plus sage… En pensant au fameux sketch de notre cher Bourvil, je clame haut et fort, l'écologie: oui! les verts: non!

Marc Gabriel

[1] https://www.franceculture.fr/environnement/la-revolution-culturelle-de-lecologie-politique-a-grenoble
[2] https://www.radioclassique.fr/magazine/articles/opera-national-de-lyon-la-mairie-veut-reduire-son-budget-de-500-000-euros-au-profit-dautres-structures-culturelles/

Brevets pour les vaccins

Notre lectrice des Ponts-de-Martel (voir page 2) avait raison avant tout le monde: plusieurs pays, dont les Etats-Unis, proposent que les vaccins contre le Covid-19 soient libres de brevets. Certains gouvernements résistent encore mais ils devront s'aligner sur les positions de Biden, Poutine, Macron et compagnie.

La Suisse n'est pas chaude pour suivre le mouvement. Comme l'a dit à la télévision le conseiller national Carlo Sommaruga, les autorités du pays sont plus préoccupées par les super-bénéfices des grands groupes pharmaceutiques que par le sauvetage de vies dans les pays du Sud. C'est bien la preuve que l'argent prime sur toutes les autres valeurs. La pétition qui vient d'être lancée saura, nous l'espérons, faire changer d'avis le Conseil fédéral.

Rédaction

Vers la fin de la concurrence fiscale ?

La secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, a affirmé au début du mois d'avril la volonté des Etats-Unis de fixer un taux minimal d'imposition des entreprises au plan international. L'objectif est de mettre fin *«à cette course vers le bas»* à laquelle se livrent nombre de pays en proposant aux sociétés des taux d'imposition toujours plus faibles pour les attirer sur leur territoire. L'administration Biden, qui veut financer un plan massif d'investissement pour relancer l'économie, se propose d'augmenter de 10,5% à 21% le taux plancher d'impôt sur le bénéfice des entreprises américaines.

> *En Europe seulement, l'évasion fiscale à grande échelle – ce grand vol autorisé – , coûte «plus de 1000 milliards d'euros par an». C'est beaucoup d'hôpitaux et d'écoles… Ce sont aussi les moyens dont on aurait besoin pour combattre, mieux et pour vrai, la pauvreté. Dans le monde entier, ce serait «20 à 30.000 milliards de dollars» qui seraient engloutis dans ces mêmes paradis fiscaux. Nul besoin d'ajouter le rôle des banques dans cette équation nauséabonde.*
>
> Consortium de journalistes

Des pays tels que la France et l'Allemagne soutiennent une telle initiative, sans qu'ils se soient pour le moment prononcés sur le taux de cet impôt. Le FMI encourage aussi une telle mesure car les gouvernements sont confrontés à une évasion fiscale à très grande échelle et à un transfert massif d'argent vers les paradis fiscaux. L'économiste en chef du FMI, Madame Gita Gopinath, explique qu'elle est préoccupée par cette concurrence qui *«réduit l'assiette fiscale sur laquelle les gouvernements peuvent percevoir des revenus et effectuer les dépenses sociales et économiques nécessaires»*. Les ressources fiscales qui finissent dans la bourse des plus riches et des entreprises multinationales pénalisent les Etats.

Cette harmonisation fiscale vise à résoudre le problème posé par les géants du numérique qui pratiquent l'optimisation fiscale en établissant leur siège dans les pays où les taux d'imposition sont les plus faibles.

Christine Dellsperger, dans le numéro du journal d'ATTAC d'avril 2021, signale une étude récente du Tax Justice Network (Réseau pour la justice fiscale) qui met en évidence l'immense quantité de revenus qui sont mis à l'abri du fisc au niveau mondial. Ainsi, *«au total, plus de 427 milliards de dollars de revenu fiscal annuel sont perdus par les stratégies d'abus fiscaux. Les multinationales sont responsables pour 245 milliards de pertes, les individus riches pour 182 milliards. C'est la première fois qu'une étude de cette importance et précision a pu être réalisée grâce aux données enfin rendues publiques par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) et cela après deux décennies de pression exercée par des ONG.»* Plus loin elle constate: *«Les pays riches perdent 382 milliards de dollars par année, les pays pauvres 45 milliards. Pour ces derniers toutefois cette perte pèse plus lourdement. Elle correspond à environ 52% de leur budget santé tandis que pour les pays riches ce ne sont qu'environ 8%»*.

> *L'amélioration des techniques de fraude est beaucoup moins coûteuse, en temps et en argent, que celle des moyens de prévention.*
>
> Bruno Lussato

Concurrence dévastatrice

La concurrence fiscale est l'instrument favori de nombreux Etats et plus particulièrement des paradis fiscaux. La Suisse n'est pas en reste, la plupart des cantons pratiquent les baisses fiscales qui sont aussi alléchantes pour les grandes fortunes et les multinationales que désastreuses sur le plan social et des finances publiques. Par cette pratique, les collectivités publiques se privent d'entrées considérables d'argent.

Qui n'est pas prêt à souscrire à l'invitation de payer moins d'impôts? Et ceci d'autant plus que les pouvoirs exécutifs omettent de dire qu'en pratiquant la politique des caisses vides ils ont déjà supprimé toute une série de prestations de l'Etat qui malheureusement continueront de disparaître si la tendance n'est pas inversée.

> *Roosevelt estimait que la distinction entre évasion fiscale et fraude n'était rien de plus qu'un détail technique. Et son ministre des finances, Henry Morgenthau Jr., exprimait bien le point de vue du président lorsqu'il déclarait que, si les impôts étaient le prix à payer pour une société civilisée, «trop de citoyens veulent la civilisation au rabais».*

Pourtant, ce n'est pas de moins d'impôts dont nous avons besoin, mais de plus de partage et de solidarité si nous voulons maintenir une cohésion sociale et un respect mutuel entre générations, nationaux et immigrés, malades et bien portants, étudiants et apprentis, chômeurs et bénéficiaires du plein emploi.

Dans ce sens, l'initiative américaine mérite d'être défendue. Elle ne pourra déployer ses effets que si un large consensus se dégage au niveau international en interdisant définitivement les paradis fiscaux. Le fait que le FMI et l'OCDE, plutôt défenseurs des politiques libérales, soutiennent ce type de proposition peut aider à faire bouger les choses dans le bon sens. Une harmonisation fiscale au niveau international permettrait aux Etats de récupérer une manne financière dont ils ont particulièrement besoin en cette période de pandémie qui a mis à mal les finances publiques.
Tout n'ira pas sûrement aussi vite que nous pouvons l'espérer. Toujours est-il qu'avec la volonté d'agir nous pourrions passer du rêve à la réalité.

Pour conclure, reprenons les propos de Thomas Piketty: *«L'impôt n'est pas une question technique. Il s'agit d'une question éminemment politique et philosophique, sans doute la première d'entre toutes. Sans impôts il ne peut exister de destin commun et de capacité collective à agir»*.

Philippe Lagger

Parmi les 5 objets qui seront soumis à l'appréciation du peuple suisse le 13 juin prochain, il y en a deux qui retiennent tout particulièrement notre attention. Nous avons demandé au conseiller national Fabien Fivaz (Vert, Neuchâtel) de nous donner son avis. Nous invitons tous nos lecteurs à faire leur devoir de citoyen car le présent et l'avenir du pays sont en jeu.

Loi CO_2

L'accord de Paris sur le climat a été signé par presque tous les pays au monde. Il a été ratifié par la Suisse en 2017. Il fixe un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre qui doit permettre de contenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C par rapport à l'ère préindustrielle, si possible à 1,5°C.

La ratification de l'accord entraîne des objectifs de réduction plus importants pour la Suisse: réduire de 50% les émissions en 2030 par rapport à 1990. En même temps, sous la pression populaire et de l'initiative sur les glaciers, le Conseil fédéral s'est fixé comme objectif d'atteindre la neutralité carbone en 2050.

Malheureusement, la Suisse est loin d'atteindre ces objectifs. En 2019, selon les chiffres fournis par l'Office fédéral de l'Environnement, elle n'avait diminué que de 14% ses émissions; il aurait fallu atteindre 20% pour être sur le chemin qui permet d'atteindre la neutralité dans 30 ans. De l'avis des scientifiques, le chemin fixé par l'accord de Paris ne va d'ailleurs pas assez vite: la neutralité carbone devrait déjà être atteinte en 2030.

Pour accélérer le rythme, le Parlement a entamé en 2018 la révision de la Loi sur le CO_2 et l'a adoptée en septembre 2020. D'un côté, les lobbys du pétrole ont lancé le référendum contre une loi qui met en danger leur modèle économique, de l'autre, certaines sections de la grève du climat ont fait de même, estimant que la loi n'allait pas assez loin. La loi est soutenue par la majeure partie des partis politiques, par les grands acteurs économiques, les syndicats et même le TCS!

Que propose la nouvelle loi? Elle renforce les règles actuelles pour limiter la consommation de carburants et de combustibles. Les énergies fossiles continueront à être taxées: le produit sera majoritairement reversé à la population et aux entreprises. Les entreprises qui importent du pétrole devront compenser chaque tonne de CO_2 importé. La loi s'attaque aussi au problème de l'aviation, en taxant les billets d'avion et les vols en jet privé. Un fonds pour le climat permettra de financer les innovations en matière climatique. Il permettra par exemple de recréer une offre attractive de trains de nuit, permettant de concurrencer le trafic aérien courte distance. Il permettra d'accélérer l'assainissement énergétique des bâtiments. Il permettra aux entreprises d'améliorer leur empreinte carbone.

La Loi sur le CO_2 est un premier pas. Le problème de l'empreinte carbone gigantesque du secteur financier n'est par exemple pas suffisamment abordé. Sous certains aspects, la loi manque également d'ambition: la neutralité carbone devrait être atteinte largement avant 2050 pour éviter une catastrophe climatique. Mais plus nous attendons, plus les mesures qu'il faudra prendre seront douloureuses et coûteuses. J'ai donc accepté la loi au Parlement et ferai de même le 13 juin.

Loi Covid-19

La Constitution donne au Conseil fédéral la possibilité, en cas de situations extraordinaires, de prendre des décisions et d'édicter des ordonnances. Ces mesures doivent être limitées dans le temps: dans les six mois, le gouvernement a l'obligation de soumettre au Parlement une base légale qui fixe un cadre à ces ordonnances. En septembre 2020, le Parlement a donc adopté la Loi Covid-19 qui encadre les mesures, en particulier économiques, prises dans le cadre de la pandémie. Les mesures sanitaires découlent de la Loi sur les épidémies. Cette dernière, combattue par un référendum, a été acceptée en votation populaire par 59% des votants en septembre 2013.

La Loi Covid-19, sur laquelle le peuple suisse est appelé à se prononcer le 13 juin, règle de nombreux domaines: elle apporte le soutien indispensable aux entreprises qui rencontrent des difficultés en lien avec la pandémie, soutient les milieux culturels durement touchés, les clubs sportifs, amateurs et professionnels, les médias, dont les revenus publicitaires ont chuté, mais dont le travail d'information est indispensable depuis 14 mois. La loi soutient aussi les personnes indépendantes, celles qui ont perdu leur travail ou dont l'entreprise a dû se résoudre à demander le chômage partiel. En cas de refus de la Loi Covid-19, toutes ces aides disparaissent le 25 septembre.

Une critique peut être entendue: la loi a été construite dans l'urgence de la situation extraordinaire que nous vivons. Elle n'a pas été bâclée pour autant: en décembre et en mars, le Parlement a complété le texte pour l'adapter à l'évolution de l'épidémie, par exemple pour mieux soutenir les milieux de la gastronomie ou de la culture.

Mais contrairement aux idées reçues, la Loi Covid-19 ne se préoccupe pas de la question des masques, des restrictions ou des vaccins. Ces éléments sont réglés par la Loi sur les épidémies. En cas de refus le 13 juin, les mesures de soutien à l'économie seront supprimées, pas les mesures sanitaires. Il est faux aussi de croire qu'il existe une solution de remplacement: le Conseil fédéral et le Parlement ont travaillé des mois sur cette loi et ses adaptations.

La Loi est limitée dans le temps. La plupart des dispositions prennent fin le 31 décembre de cette année. Je me suis battu au Parlement pour soutenir les personnes et les branches économiques les plus touchées par la pandémie et je vous invite à accepter la Loi Covid-19 le 13 juin.

Fabien Fivaz

Entre extrêmes

En ces temps troublés, le citoyen lambda ne peut que se sentir tiraillé de tous côtés. S'il n'a pas décrété que tous les bords racontaient des mensonges et s'est installé la tête dans le sable, il y a fort à parier qu'il sera ballotté dans tous les sens, corrigeant aujourd'hui ce qu'il pensait vrai hier, avant de se voir sauter à pieds joints sur une nouvelle donne demain. L'autre principal piège est de choisir un camp, en s'y accrochant comme un bigorneau sur son rocher, pour ne plus se laisser désarçonner, face à toutes ces marées d'informations.

Entre l'ego boursouflé de certains, la sensibilité de chacun, le besoin d'adhérer pour se sentir en famille ou au contraire, activer sa tendance rebelle sur tous les chapitres, on observe que la société se fragmente, les chapelles se multiplient, et l'isolement guette.

Arriver à se faire une idée claire devant tant d'avis contradictoires, demande du temps, beaucoup de temps: pour lire, écouter, s'informer tous azimuts, et comparer, analyser, croiser… et garder un solide bon sens ou plus exactement un bon sens commun. Ce n'est que par ce cheminement, qu'on peut développer l'esprit de nuances. Il n'est pas toujours facile de distinguer les faits scientifiques, solides et bien étayés, et les recherches scientifiques qui, elles, avancent à tâtons, talonnées par le doute, la vérification et la confrontation avec des recherches parallèles de confrères.

Entre propos éclatés sur des réseaux sociaux, campagnes publicitaires, «discours verduré» pour dire «greenwashing» autrement, recherches plus ou moins biaisées, l'exercice d'analyse devient un vrai sacerdoce. Des bribes de vérités peuvent se trouver noyées dans des bains délirants, des départs de propos cohérents finir en dérapages, de vieilles techniques de manipulations repartir au front, toutes voiles dehors. A ce propos, de bons journalistes sont vraiment essentiels pour prendre le recul, rappeler le contexte et faire la part des choses.

Il n'empêche qu'une bonne dose d'attention, d'humilité, de créativité et de courage s'avère indispensable pour affronter les périls qui ne nous attendent pas. Naviguer entre Charybde et Scylla, dénouer les violences des sociétés civiles, étatiques, économiques, engendrant toutes les radicalités est un sacré défi, avec des solutions imprégnées de toutes les nuances nécessaires pour que chacun, terre, mer, air, faune, flore et humain baigne enfin dans un climat de respect. Généralement, l'esprit humain aspire à des règles directrices claires, simples et faciles à comprendre alors que la nature nous signifie tous les jours que c'est la subtile complémentarité de toutes les parties qui crée l'équilibre entre tous.

Edith Samba

Bâtir une Europe plus sociale

Réunis récemment à Porto, les dirigeants de l'Union européenne ont constaté que la pandémie de coronavirus avait élargi le fossé entre les riches et les pauvres. Ils se sont aussi rendu compte (enfin!) que le système économique pratiqué jusqu'à maintenant était de plus en plus contesté et qu'il avantageait les forts au détriment des plus faibles.

S'appuyant sur ce constat, ils ont décidé de transformer le modèle de gouvernance économique de l'Europe. Antonio Costa, Premier ministre du Portugal, a déclaré: *«Ce système sera plus équilibré, plus juste, moins financier et plus social»*. Antonio Costa est socialiste. Espérons que ses collègues conservateurs partagent cette conviction et qu'ils prendront rapidement des mesures afin que l'Europe du fric devienne l'Europe du social et de l'écologie.

Le temps presse car les peuples se rebellent de plus en plus contre un système qui n'a aucune légitimité populaire. Sur la politique agricole, sur le problème de réfugiés et sur plusieurs autres questions, les 27 pays de l'Union européenne sont divisés. Il faut souhaiter qu'ils retrouvent une route commune afin de former un bloc puissant capable de concurrencer les Etats-Unis, la Chine ou la Russie. L'Europe, modèle d'unité? On peut rêver!

Rédaction de *l'essor*

Le coin du potache

Le pot de confiture

Alors comme ça, va falloir voter une loi… déjà appliquée. C'est comme si un enfant demandait la permission d'ouvrir le pot de confiture… après l'avoir englouti. La loi dite loi COVID-19 entre loi sur le CO_2, loi fédérale sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme et les initiatives pour une eau potable et pour une Suisse libre de pesticides, l'affaire du pot de confiture me semble, à plus d'un titre… exemplaire!

Cinq «objets» dans une seule enveloppe, voilà qui doit faire rêver ou épouvanter, c'est selon, les citoyens d'ailleurs. En attendant, la plus notable des propositions qui nous sont faites, c'est cette approbation – ou ce refus – *a posteriori*.

Je comprends bien que notre Constitution nous impose cet exercice, et finalement ce n'est pas aussi absurde qu'il y paraît au premier abord. Là, où ça se corse, ce qu'il va peut-être se trouver des *z'hommes*, peut-être même des partis politiques pour nous enjoindre de refuser… ce que nous avons déjà reçu.

Je n'ai évidemment pas de conseil à vous donner, mais je me pose une question: en cas de refus populaire, que se passera-t-il? Nous avons beau avoir essayé de faire quelques menues économies pandémiennes, je ne vois pas très bien comment nous allons remplacer la Confédération et les cantons pour apporter les aides nécessaires à qui en a besoin. Sauf à réinventer la SO-LI-DA-RI-TÉ. Mais même à ce prix, il risque de manquer un petit bout. On peut toujours rêver, non? Même masqués.

Vous, je ne sais pas. Quant à moi, je m'interroge.

Marc Gabriel

Quand les Suisses imitent Kafka

C'est nouveau, ça vient de sortir, le chauffeur de mon bus n'accepte plus l'argent, la monnaie pour l'achat d'un billet. Or, à ma station, il n'y a pas de distributeur de billets. Comment dois-je faire?

- Vous pouvez payer avec une carte de crédit, ou avec un téléphone portable.

- Mais enfin, c'est ridicule! Je ne vais pas utiliser ma carte de crédit pour 2 fr. 40!

- Alors il vous reste le téléphone portable. Vous devez télécharger l'application MBC.

- Mais, je n'y tiens pas du tout. Je refuse d'utiliser mon téléphone comme un porte-monnaie. Alors, je fais comment?

- Moi, je ne peux pas vous vendre de billets. Avec le Covid, il y a des risques de contamination.

- Mais, c'est stupide! Vous recevez bien votre courrier tous les matins. Vous voulez me faire croire que les facteurs contamineraient toute la population en déposant des lettres ou des journaux dans leurs boîtes aux lettres? Ça n'a pas de sens! Et puis, ça se saurait si le papier, les billets et les pièces de monnaie étaient contaminants.

- On a reçu des instructions.

- Pourriez-vous faire remonter l'info auprès de la direction, s'il vous plaît? Comprenez que je n'ai rien contre vous à titre personnel.

- Vous n'êtes pas la seule à réclamer.

- Oui, mais là, concrètement, je fais comment puisque vous ne pouvez pas me vendre de billet de transport.

- Vous en prendrez un à l'automate de la station de la Gare.

- Mais je descends à la gare précisément. Je ne vais tout de même pas prendre un billet pour continuer mon chemin à pieds. C'est insensé!

- S'il y a un contrôle, vous serez amendable. Ca risque de vous coûter cher, 100 francs.

- Attendez, vous pourriez au moins témoigner en ma faveur. Je ne suis pas une resquilleuse, regardez, moi j'ai la monnaie, je veux vous payer, c'est vous qui ne voulez pas, qui ne pouvez pas encaisser.

- C'est pas moi qui décide. Je ne peux pas vous vendre quelque chose que je n'ai pas.

- Et vous croyez que tout le monde possède une carte de crédit? Que tout le monde a un téléphone portable?

- Il vous reste la formule abonnement mensuel que vous pouvez acquérir auprès de l'administration du MBC.

- Ça c'est bon pour les travailleurs, les étudiants. Moi, je ne prends que rarement le bus, une à deux fois par mois, et encore.

- En tous les cas, pour le contrôleur, je vous aurai averti. A vous de savoir si vous désirez prendre le risque de payer l'amende.

Petite précision qui a toute son importance. La station de bus se trouve face à une maison de retraite. Et, j'ai remarqué que depuis l'entrée en vigueur de ce nouveau règlement, certains résidents de cet EMS ne prennent pratiquement plus le bus. Probablement qu'ils n'ont pas de téléphone portable et pas de carte de crédit.

La pandémie du Covid a bon dos pour nous obliger à passer brutalement au tout informatique alors que cette technologie n'est pas du tout fiable. Des piratages ont lieu trop fréquemment, et l'on voudrait que je confie mon maigre pécule à un appareil électronique qui est en réalité un téléphone! Et si je saisis bien ce qui est en train de se passer, demain, cet outil que l'on nous a mis entre les mains comme étant l'une des plus belles inventions deviendra notre chien de garde, notre cerbère qui dénoncera nos moindres faits et gestes, même les plus anodins. Quand, où, et ce que j'ai mangé. Quand, où, et avec qui je me suis promenée. Quand, où, et avec qui j'ai parlé. Quand, et quels sites j'ai visités. Qui sont les gens avec qui je suis en relation sur la toile. A quels sites suis-je abonnée. Quel est mon état de santé? Suis-je vaccinée ou pas, contre qui, contre quoi?

Afin que les résidents de la maison de retraite Silo puissent continuer à profiter de la proximité de ce bus pour faire un petit tour en ville de Morges, quelle mesure va-t-on prendre? Les mettre sous tutelle uniquement pour gérer le mode de payement du transport? Les empêcher de circuler librement alors qu'il leur reste encore quelques forces et l'envie de sortir de leur établissement?

Avant d'écrire cet article, j'ai pris la peine de téléphoner à l'administration du MBC. Il s'avère que la Poste refuse pour l'instant les payements sans contact via la Postcard. Selon le préposé avec qui j'ai discuté au téléphone, il me faudrait utiliser une autre carte... de crédit. Et puis quoi encore? Avec quelle banque la MBC a-t-elle négocié? Nous vivons dans un monde de fous!

Emilie Salamin-Amar

Coup de gueule

AVS et caisses de pensions

L'AVS ne se porte pas très bien et c'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral et le Parlement cherchent des solutions pour assurer l'avenir des rentes à long terme. Il faut préciser que les cotisations n'ont pratiquement pas été augmentées en 45 ans. Au lieu d'exiger que tous les revenus, en particulier les bonus et les dividendes, soient soumis aux cotisations, les partis de droite et les milieux patronaux ne trouvent rien de mieux que de proposer l'augmentation de l'âge à la retraite des femmes!

En revanche, les caisses de pensions vont beaucoup plus mal et les mille milliards qui constituent leur capital sont victimes de la baisse des rendements, voire des intérêts passifs. Les cotisations ont pratiquement doublé en quelques années et les rentes ont été diminuées à la suite de l'abaissement du taux de conversion. De plus, en raison de l'avidité des banques et des assurances, les frais généraux sont très importants.

Il conviendrait de soigner en premier le plus malade. Malheureusement, l'intérêt général a été supplanté par l'égoïsme des plus riches. Il est nécessaire que la jeunesse se mobilise pour le social comme elle le fait pour le climat.

Rémy Cosandey

Après moi, le déluge!

Emilie Salamin-Amar, Planète Lilou, 2021

26 nouvelles de A à Z.
De lettre en lettre, chaque récit captive le lecteur, lui donne envie de plonger dans ces vies dont l'auteure sait si bien décrire tout en finesse, poésie et réalisme. L'auteure nous régale avec son style direct, elle mène le lecteur dans un univers narratif concis et plein d'intensité. L'écriture est rythmée par des mots incisifs mais néanmoins bien choisis à chaque situation. Chaque nouvelle forme un monde entier, tout y est bien pensé et pesé où l'effet de surprise et les rebondissements entretiennent le lecteur dans une vérité fictive très bien maîtrisée.

Du générateur de rêves qui se préoccupe du fait que nous ne restions pas seuls dans notre coin à cliquer «j'aime», du ramoneur équilibriste «qui devient ramoneur de cœurs» prêt à ramoner «toutes les blessures intérieures», du Robot 17 accusé d'avoir abusé, asservi et manipulé trois imprimantes ainsi que deux scanners…

La retraitée qui se rend compte qu'il lui arrive de s'absenter d'elle-même, seule propriétaire des ultimes trésors de sa mémoire, «happée par un vaste espace de liberté absolue.» Sans oublier «l'orfèvre du temps» qui clame *«je ne veux que des moments d'exception»* à vivre et à aimer.

Emilie Salamin-Amar, «fille de la planète», fait aussi un clin d'œil à la situation sanitaire actuelle avec humour, *«on a quand-même le droit de rigoler, sinon on va finir par devenir totalement Covidiot!… Les gens n'ont pas supporté le confinement. Et encore moins de les avoir forcés à se rappeler qu'ils étaient mortels.»*

L'illustration sur la couverture, selon l'auteure, représente la vision d'un monde flou et inaccessible, malgré son attractivité. Les lanternes éteintes qui ouvrent chaque chapitre rappellent le manque de visibilité quant au futur. Le titre de cet ouvrage prend alors toute sa dimension significative.

A travers sa plume affûtée, l'auteure construit sa liberté tout en apportant de la poésie comme remède à la réalité. A lire et à partager ce petit trésor littéraire!

Gloria Barbezat

Hector Hodler – une posture pacifiste

Collection «Hodleriana», Éditions Notari, Genève

Beaucoup de Suisses connaissent le peintre Ferdinand Hodler... Mais saviez-vous qu'il n'y a pas que Ferdinand qui soit célèbre, dans la famille? Pour ceux qui se sont intéressés de près ou de loin à la langue internationale espéranto, Hector, le fils du peintre, est aussi une célébrité. Hector Hodler fut en effet l'une des figures marquantes du mouvement pacifiste et de l'espéranto, cette langue internationale équitable et efficace encore au service des peuples aujourd'hui.

En collaboration avec la Société Suisse d'Espéranto et l'UEA, les Archives Jura Brüschweiler (spécialisées dans l'oeuvre du peintre) ont souhaité commémorer le centenaire de la disparition d'Hector Hodler avec la parution d'un ouvrage retraçant la vie et la pensée de ce jeune homme qui a profondément marqué de son empreinte ces mouvements, au début du XXe siècle.

Sur la base de documents inédits, un ouvrage récent retrace la vie d'Hector Hodler à travers sa pensée et ses actions, de ses années de collégien jusqu'à la mise en place d'actions humanitaires durant la Première Guerre mondiale. Cette étude replace le jeune homme dans le contexte qui a vu naître ses premières idées, explore en profondeur la question de l'espéranto, notamment dans sa relation avec son père, actualise les connaissances sur la fondation de l'UEA et apporte un nouvel éclairage sur son action en faveur des prisonniers de guerre. Ce faisant, l'ouvrage donne une nouvelle visibilité au véritable talent d'écrivain d'Hector Hodler. De ses textes de jeunesse fougueux et bouillonnants d'idées aux articles de presse rédigés régulièrement pour la revue «Esperanto» qu'il dirigeait, Hector Hodler se révèle un penseur profondément ancré dans son époque, un homme capable de traduire les idées couchées sur papier en actions concrètes qui, encore aujourd'hui, sont reconnues au-delà de nos frontières.

Cet ouvrage a vu le jour sous la direction de Marine Englert, en collaboration avec Mireille Grosjean, Charles Heimberg, Christian Lavarenne et Ulrich Lins. Envie d'en savoir plus? Dossier complet et info pour le commander, sur le site web du journal: www.journal-les-sor.ch/hodler

mbe

Tu viens avec moi

Siméon Calame, 2021

«Tu viens avec moi», injonction entendue de manière rassurante dans l'enfance et prenant d'autres couleurs dans l'adolescence, parle du lien. Ce lien ténu avec l'entourage et avec soi. Alors qu'un adolescent part content dans son apprentissage, il doit faire face à sa nouvelle vie loin des siens. Il a tout juste 16 ans! Surpris par la réalité de cette vie d'adulte, la dureté de son travail et ce qui traîne dans sa tête qu'il ne sait identifier, le jeune homme peine, s'isole.

Sa gorge se serre, les aliments passent mal et de moins en moins. Il ne comprend pas ce qui se passe. Mais il tiendra jusqu'au jour où quelque chose se casse en lui. Il tiendra encore, se refusant à lâcher prise, malgré sa faiblesse, son stress, ses malaises. Et soudain, il entend l'injonction «tu viens avec moi» qui le sauvera de lui-même. Alors se mettra en place, grâce à la force du lien, les éléments thérapeutiques compétents qui ont aidé le courageux jeune homme qu'il est, à retrouver des forces. A renaître à la joie de vivre, à la vie tout court.

Ce parcours de vie, retransmis avec pudeur par lui-même et ses proches, se lit comme un récit témoignage qui finit bien. Il est à mettre entre les mains des jeunes et des parents confrontés à cette maladie que représentent les troubles alimentaires.

Pierrette Kirchner-Zufferey

La poésie sur un plat

Le 23 mars 2021, lors de son Journal parlé, Espace 2 nous faisait part d'une expérience touchante: grâce au Printemps de la Poésie et à une doctoresse-poète, dans cinq hôpitaux de Suisse romande, les malades hospitalisés trouvent chaque matin un poème sur le plateau de leur petit-déjeuner. Cette idée est venue à la doctoresse en considérant l'isolement des malades, aggravé par la pandémie, isolement qui rejoint parfois celui des poètes, d'où le geste, si beau, de commencer la journée en poésie. Certes, la poésie ne soigne pas la douleur mais aide à se «tenir debout», à «naître au quotidien», sorte de révélation de la joie, de l'amour et de la beauté. Des médecins-poètes pour revenir à l'humain? La poésie permet ce lien; elle est une petite porte sur le monde.

Les théiers anciens, remède contre la pauvreté

Une province du Laos, enclavée entre la Chine et le Vietnam, compte quelques 46.000 théiers anciens dont certains ont plus de 400 ans. Le thé sauvage bio qu'ils donnent est apprécié par les plus fins connaisseurs. Ces arbres poussent dès 1200 m, dans un climat frais et humide. Ils peuvent atteindre 10 mètres de hauteur! Après la cueillette, les feuilles de thé doivent être transformées avec minutie et séchées dans des usines de traitement avant d'être vendues. Les producteurs vendent désormais collectivement et ont vu leurs moyens de subsistance s'améliorer. Dans ce contexte, la DDC (Direction du développement et de la coopération) renforce la capacité d'organisation des producteurs et les connaissances agricoles indispensables et aide à la création de centres d'apprentissage et de formation. Les bénéficiaires de ces centres dispensent ensuite leur savoir à des dizaines de milliers de paysans, transfert horizontal adapté aux conditions écologiques locales et au marché.

D'après *Un seul monde*, magazine de la DDC, décembre 2020

32.000 arbres plantés en un an

Guinée Conakry: des 14 millions d'hectares de forêt dense dans les années 60, le pays n'en compte plus que 700.000 aujourd'hui. Les pratiques de culture sur brûlis, l'exploitation commerciale et la production de charbon de bois en sont les principaux responsables. L'équilibre écologique est en péril et la déforestation accélère aussi le tarissement des sources. C'est le point d'entrée de l'équipe de Nouvelle Planète pour sensibiliser les populations aux enjeux environnementaux et particulièrement à la préservation et à la restauration des forêts. Si nous ne pouvons pas garantir la durabilité des sources, pourquoi mettre en place une adduction d'eau? Actuellement, dix villages sont impliqués dans un programme de trois ans dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Des pépiniéristes ont produit les plants nécessaires aux reboisements et vont poursuivre leurs activités. Le grand jour est finalement arrivé. En quelques jours, l'équivalent de 29 terrains de football ont été reboisés avec 32.000 plants! Dans les deux années à venir, 48 hectares supplémentaires vont être protégés avec 130.000 plants. Une bouffée d'air bienvenue pour la nature et pour les villageois.

D'après *Nouvelle Planète*, No de février 2021

Cadeau et visites

A Yverdon-les-Bains, le Cosy (Conseil des seniors d'Yverdon) a perdu, comme tout un chacun, ses rencontres, séances plénières et ateliers divers pleins d'intérêt. Pour rompre ce silence, le comité du Cosy a eu l'idée d'offrir à tous ses membres un petit cadeau, en l'occurrence un savon artisanal dans sa jolie boîte. Quel plaisir de découvrir ce présent dans sa boîte aux lettres! D'autre part, les restrictions s'étant assouplies quelque peu, nous avons été conviés à deux visites guidées dans notre bonne ville qui compte quand même 6000 ans d'âge! Première visite: du néolithique à nos jours; deuxième: Yverdon au XVIe siècle. Ces visites ont comblé les participants et nous voilà prêts à nous engager à nouveau au Cosy dès que cela sera possible.

D'après le vécu récent d'une Yverdonnoise

Géopolitique mondiale

On espérait que les deux guerres mondiales auraient assagi les humains de notre planète. Hélas, partout dans le monde, des hommes se battent, des ethnies se déchirent, des peuples sont privés de liberté par des dictateurs assoiffés de pouvoir. Dans toutes les régions du globe, des hommes, des femmes et des enfants meurent parce qu'ils sont victimes de la guerre, de la faim ou de la maladie.

A part dans quelques démocraties (dont la Suisse heureusement), la plupart des nations vivent dans la peur ou le dénuement. Et la plupart des gouvernements concernés trouvent de bons prétextes pour entrer en conflit avec le pays voisin ou pour maintenir leur population dans la négation des Droits humains.

Dans notre prochain forum, nous évoquerons quelques cas de géopolitique mondiale. Les personnes qui désirent s'exprimer sur un pays ou sur un autre sont priées de le signaler au plus vite au rédacteur responsable. Vous aurez ensuite plusieurs semaines pour rédiger votre contribution.

L'essor

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Rédacteur responsable
Rémy Cosandey
Léopold-Robert 53
2300 La Chaux-de-Fonds
032/913 38 08; remy.cosandey@gmail.com

Équipe de rédaction
Christiane Betschen, Rémy Cosandey, Yvette Humbert Fink, François Iselin, Marc Gabriel Jehouda, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba, Margaret Zinder.

Membres d'honneur
Mousse Boulanger, Susanne Gerber, Pierre Lehmann

Administration et retours
L'Essor – Abonnements
Tunnels 16
2300 La Chaux-de-Fonds
ou par courriel : info@journal-lessor.ch
www.journal-lessor.ch

Abonnement annuel : CHF 36.–
Compte postal : Journal l'Essor, 12-2620-0

Composition et impression
Société coopérative du Journal de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L'essor - ISSN 1023-5663

délai pour le prochain numéro: 10 juillet 2021
prochain forum : Géopolitique mondiale